



Note à l'attention de Monsieur Charvet

Propositions générales À propos du rapport « Refonder l'orientation »

L'ANDCIO présente ici ses propositions concernant l'articulation entre les partenaires anciens et nouveaux, et à l'interne, entre les CIO ressources et les antennes ainsi que son argumentation sur les missions qu'elle juge incontournables.

Le changement de paradigme développé dans le rapport impose une nouvelle architecture par l'intervention de nouveaux protagonistes dans le champ de l'orientation scolaires (régions et organismes mandatés) et par de nouvelles missions allouées aux différents acteurs. Afin de permettre à cette réforme de fonctionner, l'ANDCIO propose que chaque territoire dispose d'un interlocuteur représentant légitimement l'État pour porter, piloter, animer, et co-construire les projets interinstitutionnels. Le CIO et son DCIO sont des acteurs reconnus pour leurs compétences dans chaque territoire. Il appartient à la mission d'asseoir cette compétence par la création d'un statut pour le CIO et son DCIO. L'ANDCIO pointe là une grande faiblesse de l'ancien système qui ne leur permettait pas d'avoir la possibilité de traiter d'égal à égal avec ses interlocuteurs bien qu'ayant toujours porté les priorités ministérielles. Il faut donc **améliorer la lisibilité, la visibilité et la légitimité du CIO et de son directeur ou de sa directrice.**

Il est clair que la refondation de l'orientation nécessite des CIO d'État forts, portant les missions dévolues à l'État en matière d'orientation et avec des personnels formés entre autres au conseil en orientation pour véritablement en faire des lieux ressources de proximité pour les psyEN et les établissements et des lieux d'échanges et de co construction avec les partenaires du monde économique et les collectivités territoriales.

Il nous semble important de souligner que le rapport n'aborde que le versant information et pédagogie de l'orientation, ignorant le **besoin des jeunes en termes de conseil en orientation.** L'analyse des besoins des élèves est absente des constats du rapport alors que c'est le préalable indispensable au conseil en orientation.

Il faut qualifier chacune des **missions** et être clair sur les intervenants ayant les **compétences** pour les assumer.

Il sera aussi nécessaire de **définir ce qu'est une antenne** et ce qu'elle peut apporter notamment grâce au pilotage du CIO ressources (réunion de centre, concertation, formation...).



Note à l'attention de Monsieur Charvet

À propos de la proposition 20 du rapport « Refonder l'orientation »

Actuellement, un CIO est un triptyque composé :

- d'un **lieu** d'accueil en ville identifié par le public actuel : élèves, parents, partenaires EN et hors EN ; le public essentiel est constitué des élèves des établissements publics de l'EN, mais aussi d'élèves et de jeunes scolarisés ou formés hors EN : privé, agricole, apprentis, stagiaires, étudiants, jeunes ou moins jeunes salariés, ainsi que des personnels encadrant tout ce public : enseignants, formateurs, animateurs, éducateurs...
- d'une **équipe** : DCIO, PsyEN et personnel administratif au fait des problématiques d'information et de formation ;
- de **ressources** extérieures, ou produites et diffusées par le CIO.

On est en droit d'attendre de toute nouvelle organisation qu'elle apporte une **plus value** par rapport au fonctionnement actuel.

En l'état, le système de CIO ressources et d'antennes ne peut pas fonctionner sans statut pour le CIO et le DCIO.

Un statut pour les CIO Ressources : Etablissement public administratif (EPA)

Pour améliorer le travail partenarial et porter la politique nationale au plus près des territoires, le CIO doit avoir une **position institutionnelle**, car toutes ses missions requièrent un statut sur lequel l'ANDCIO a émis plusieurs fois la proposition d'un **EPA, établissement public administratif** avec un DCIO en titre et une instance de pilotage : conseil de perfectionnement ou d'administration présidé par un élu régional ou présidence alternée élu/recteur (du fait du rapprochement avec les régions).

Pour diriger un EPA, il faut un **statut pour les DCIO**. Le statut du CIO confère au DCIO une position institutionnelle vis-à-vis des chefs d'établissements et de ses partenaires extérieurs à l'EN ainsi que la possibilité d'avoir des adjoints dans les antennes. Impliquer les chefs d'établissements dans la chaîne hiérarchique compliquerait le pilotage du DCIO car le CIO possède un projet de centre basé sur l'analyse des indicateurs du district ou du bassin alors que le lycée "tête de réseau" aura un projet d'établissement fondé sur l'analyse de ses propres indicateurs et de ses problématiques. L'empan du regard et les objectifs ne seront donc pas les mêmes.

L'unité pertinente est le Bassin. Il faut un CIO ressource par bassin et une antenne sur chaque réseau ou district, territoire sur lequel le ministère doit réaffirmer les missions d'animation des CLEE, PSAD, pôles stages... dans le but d'améliorer la fluidité et la sécurisation des parcours.

Le statut d'EPA permettra d'avoir une **légitimité** pour articuler les actions entre le CIO ressources et la ou les antenne(s) qui lui sont rattachées ainsi que pour gérer et animer l'antenne et son équipe sur son territoire ; **pour chaque antenne**, il y aura nécessité pour le DCIO d'avoir **un adjoint chef d'antenne** ; à défaut, si l'ensemble constitué d'un lycée et des collèges d'origine des élèves fait penser au « district » tel que défini par le décret de 1971, le CIO, lui, se réduit à un groupe isolé de PsyEN aux prises avec de multiples injonctions de proximité ; évoquons également l'accueil du public qui n'est pas précisé et serait donc assuré, en lieu et place d'un **secrétariat** chevronné, par l'ouvrier d'entretien et d'accueil de la loge du lycée !

Ce statut est indispensable pour permettre au CIO d'assurer l'interface entre les partenaires dans et hors éducation nationale et constitue un espace de communication et de travail interinstitutionnel : collaboration et partenariat SPRO, Mission locale, pôle emploi, établissements scolaires, collectivités territoriales (PSAD, adjoint ou responsable d'antenne /BEF)...

À propos de la proposition 21 du rapport « Refonder l'orientation »

L'antenne du CIO ne peut pas être **dans** le « bibliolab » car si l'antenne est un « CIO hors les murs » implanté dans un lycée tête de réseau, il faut :

- qu'elle soit ouverte vers l'extérieur (avec une entrée séparée) non pas uniquement réservée aux élèves des établissements hôtes mais accessible également (au sens d'égalité d'accès) aux élèves de tous les établissements du réseau, ainsi qu'aux non scolaires 16/18 et aux étudiants, sinon il y a rupture de l'accès au service public, ce que veut éviter le Président de la république puisque le CIO Ressources le plus proche sera désormais à plusieurs dizaines de km et/ou à plus de 30-45mn selon la situation géographique.
- que l'accueil de premier niveau soit réalisé par un personnel administratif présent sur les horaires d'ouverture de l'antenne.
- qu'elle soit équipée a minima d'un espace d'accueil avec téléphone et ordinateurs avec accès à internet, d'un bureau identifié pour le psyEn.
- qu'elle assure un maillage territorial permettant l'intervention des psyEN au sein des collèges et des autres LEGT/LPO/LP, afin d'accompagner les équipes au Parcours avenir et à l'accompagnement à l'orientation : une équipe de psyEN a besoin du pilotage d'un DCIO pour ces missions.
- qu'elle maintienne une relation partenariale grâce à un adjoint au DCIO qui assure le relais avec le CIO ressources et l'analyse de proximité du fonctionnement du bassin.
- que les psyEN qui y seront affectés restent sous l'autorité pleine et entière du DCIO afin de conserver lien hiérarchique direct garant du contrôle et de l'accompagnement des agents au quotidien.

Un statut pour les DCIO :

- **Modalité de recrutement** : recrutement analogue à celui des directeurs de lycée agricole par voie concours ouvert aux PsyEN ou sur titre, comme le prévoient d'ailleurs les statuts actuels :

Art. 30. – Pour l'application de l'article 13 bis de la loi du 13 juillet 1983 susvisée, les candidats au détachement dans le corps des psychologues de l'éducation nationale doivent justifier de l'un des titres ou diplômes requis pour la nomination des psychologues de l'éducation nationale stagiaires.

- Les **missions** allouées au DCIO dans ce rapport demandent des compétences importantes dans le :
 - Management des équipes : CIO et antennes
 - Pilotage des projets auprès des DRAO ou dans les CIO ressources
 - Animation du territoire dont le périmètre sera vraisemblablement plus large
 - Développement des partenariats au sein du territoire (régions et organismes mandatés...)

Ces missions ne sont pas étrangères aux fonctions de PsyEN, mais ne correspondent plus au statut de PsyEN avec une position de « primus inter pares ».